

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le 1er décembre 2009 à Paris

Conclusion de Gérard Filoche au meeting unitaire contre la taxation des indemnités des accidentés du travail

- Social -
Date de mise en ligne : jeudi 3 décembre 2009

Démocratie & Socialisme

Merci Edwy Plenel, merci à Jacques Boutault,

Ce meeting est une oeuvre COLLECTIVE, avec la Fondation Copernic, Willy Pelletier, et vous toutes, tous, il ne me reste qu'à conclure, rapidement, tant de choses précieuses ayant été dites...

Merci à toutes celles et ceux, nombreux, qui sont dans cette salle, vous avez montré par votre présence votre compréhension, votre conscience de l'importance de l'enjeu.

Merci à celles et ceux qui sont à cette tribune, chacune, chacune, Robert Castel ou Danièle Liehnart, chaque représentant de chaque formation de gauche, ici, et Solidaires, vous avez su démontrer l'importance que vous accordiez à une action commune en une occasion aussi scandaleuse.

Cette unité-là, ce côtoiement ici, sont aussi précieux que les idées défendues, ce n'est pas seulement pour la "photo" de cette tribune exceptionnelle, encore que « la photo » compte, Olivier, en espérant que la presse, qui est capable de parler de tant de choses inutiles, oui... "les minarets"... Soit capable de retranscrire l'importance de ce qui s'est passé sur le sujet de l'imposition scandaleuse des indemnités des accidents du travail, ce soir !

Il faut le répéter et le faire savoir, près tout, cela fait plaisir, et en tant que responsable socialiste, je le dis, c'est une joie, une vraie, que nous soyons là tous ensemble, qu'on puisse dire que TOUTE la gauche a su être à la hauteur sur cette question...

Rien de grand n'a été fait dans ce pays sans l'unité de toute la gauche, on ne peut pas stopper, sinon, ce pouvoir, le pire gouvernement de droite que nous ayons jamais eu, qui met à bas soixante ans d'histoire de France, tout ce qui a été bâti depuis la mise en oeuvre du programme du CNR, du conseil national de la résistance. Oui Nathalie, il faut l'unité, une unité comme celle-ci ce soir, pour encourager, oui une explosion sociale qui stoppe les dégâts, qui arrête toutes les mesures indignes prises au service des seuls privilégiés, des 2% de la population pour lesquels gouverne Sarkozy...

Oui, les arguments sont nombreux pour défendre la frêle compensation à laquelle avaient droit jusque-là les salariés accidentés dans leur chair. Alors qu'ils sont vulnérabilisés, diminués, gênés, affaiblis par l'accident, même bénin, mais parfois grave, avec handicap, même temporaire, parfois léger, mais parfois allant jusqu'à une amputation, un traumatisme irréversible, alors qu'ils ont des pertes de salaire, des frais hospitaliers ou de médicaments non remboursés, alors qu'ils sont "subordonnés" et que l'accident ne dépend pas d'eux mais de la responsabilité de l'employeur qui tire profit de leur activité salariée...

Même en chiffres comparés comme l'a fort bien fait Jean-Luc Mélenchon, par exemple, pour en rajouter un : ils prétendent "récupérer" 150 millions d'euros par cette mesure et Sarkozy a dépensé 170 millions d'Euros en seuls frais de représentation lorsqu'il était président de l'Europe, en six mois de fin 2008.

Dans la salle, j'ai vu aussi, bien sûr, des collègues de l'inspection du travail, c'est normal, nous qui enquêtons sur ces accidents du travail et sur les conditions de travail dégradées en hygiène et en sécurité, qui les suscitent... Je dirais pour ma part que si je n'avais pas été militant auparavant, ce métier me l'aurait fait devenir... Tout corps plongé dans les entreprises reçoit une poussée égale au volume d'exploitation constatée...

On peut raconter mille cas, mille souffrances au travail, les salariés ne sont pas des "paresseux" qui tirent au flanc comme les voit l'UMP. On a le taux de productivité horaire le plus élevé au monde. Les salariés, ce sont 91 à 93% de

la population active qui produisent les richesses et n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent.

Tenez, je pense à ce salarié africain, manoeuvre, qui s'est fait prendre la main, je crois que c'était en 1998, la moitié amputée, dans la poulie de l'échafaudage qu'il démontait, faute de carter de sécurité, qui a été amputé, il a gagné en première instance, contre son employeur, pour l'instrument de travail non conforme aux règles de sécurité, il a gagné son procès en première instance... On ne sait pourquoi il a perdu en appel, que lui restait-il, à plaider pour une réparation, toujours trop faible et difficile, comme le disait ici, tout à l'heure, le représentant de la FNATH, il l'a fait auprès du TASS, généralement le public ne sait même pas ce que c'est, le TASS, tribunal des affaires de sécurité sociale.

Rachida Dati en a supprimé, dans le silence général, 44 sur les 115 existants, (car les sarkozystes, c'est le pire gouvernement de droite que nous ayons jamais eu, oui, il faut les stopper, ne ratent aucune mesure mesquine, ils agissent sur tout ce qui peut dans un service public comme les TASS ou les prud'hommes, aider ou soutenir les salariés), elle a supprimé la TASS qui traitent moins de 550 affaires, or ils sont embouteillés... Il a fallu 12 ans à notre ouvrier africain blessé, il a déposé son dossier en l'an 2000, il est arrivé en appel devant le TASS, là, en 2009, il avait 38 ans au moment de l'accident, il en a 50 aujourd'hui, il s'est écoulé 12 ans, sans réparation, sans indemnité, pourtant cette blessure est grave dans son métier, elle le diminue... Et, à l'avenir, des gens, comme lui, se verront imposés pendant qu'ils auront des substituts de salaires faibles et temporaires à cause d'un accident qui n'est pas de leur faute.

Mais ils ne le savent pas, ça, tous ces députés, sénateurs UMP, bien qu'ils en parlent, sans en souffrir, du travail, ils ne savent pas ce qu'est le sort de millions d'ouvriers et d'employés... Le stress, la violence au travail, le chantage à l'emploi qui fait courber l'échine, les fins de mois à bas salaires...

On n'est pas de la même classe, du même monde...

Ils sont en train d'oser baisser les indemnités des retraités de l'amiante !

Ils ont osé envisager de rajouter un quatrième jour de carence, non payé, pour les travailleurs malades, jusque-là il y en avait trois, non payés, on se demande pourquoi, mais ils ont envisagé d'en mettre quatre, en pleine épidémie de grippe, ils ne l'ont pas fait cette année, mais si on ne les arrête pas, ils le feront l'an prochain...

On s'interroge pour ré appeler ensemble, si c'est lundi 7 décembre que le débat revient au Sénat, devant le Sénat, en rassemblement, comme cela a été fait pour la Poste...

Oui, c'est bien que nous soyons tous là à cette tribune, et cela pourrait, devrait se reproduire, comme cela a été fait à l'occasion de la défense de La Poste comme service public, cela pourrait être le cas contre les licenciements abusifs sous prétexte de leur « crise », cela pourrait être le cas, pour défendre de nombreux droits du travail, soutenir des luttes sociales trop isolées mais décisifs, symboliques, comme celui qui nous mobilise ce soir. Et à force de nous retrouver sur de tels cas, unis, comme ce soir, encore, on pourra apprendre à travailler et à gagner, ainsi, tous ensemble, tous ensemble...